

Entretiens collectifs : Nouveaux usages ? Introduction

Guillaume Garcia, Florence Haegel

► **To cite this version:**

Guillaume Garcia, Florence Haegel. Entretiens collectifs : Nouveaux usages ? Introduction. Revue Française de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2011, 61 (3), pp.391 - 397. hal-02186595

HAL Id: hal-02186595

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02186595>

Submitted on 17 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENTRETIENS COLLECTIFS

NOUVEAUX USAGES ?

INTRODUCTION

Guillaume Garcia et Florence Haegel

L'idée de consacrer un numéro de la *Revue française de science politique* à l'usage des entretiens collectifs (EC) part du constat que cette technique de recueil des données, totalement marginale il y a quelques années dans le champ de la science politique française, est de plus en plus souvent utilisée. En 2004, au moment de la publication du petit ouvrage sur *Les entretiens collectifs*¹ dans la collection « L'enquête et ses méthodes », les références de science politique signalées étaient rares. En 2009, une sorte de frémissement était perceptible puisque quelques thèses et des projets de recherche utilisant cette technique étaient disponibles. Ce mouvement nous a semblé justifier l'organisation d'une journée d'étude dans le cadre de l'Association française de science politique (AFSP)². Nous nous étions donnés pour objectif de faire un état des lieux des objets ou des problématiques à travers lesquels la recherche fondamentale dans les sciences sociales du politique, mais également la recherche appliquée, en incluant le secteur des études *marketing*, avaient recours aux EC. Ce numéro est le prolongement de cette manifestation mais il ne rassemble que des contributions consacrées aux usages scientifiques³. Depuis 2009, les choses semblent encore avoir évolué, puisqu'on trouve des indices supplémentaires d'une diffusion de la technique dans le milieu des politistes et au-delà. Ces recherches constituent, de par leur nombre mais aussi leur diversité, une masse critique permettant de tirer un premier bilan au moment où la nécessité de dynamiser le débat sur les méthodes en science politique est régulièrement mise en avant. L'inclusion d'un volet d'EC dans un projet de recherche est aujourd'hui une pratique de moins en moins exceptionnelle, même si, le plus souvent, ils font office de complément idéal dans la mise en place d'un dispositif « multiméthodes ». Ils s'inscrivent également parfois au sein d'enquêtes de type ethnographique, que leur recours soit programmé – quand il s'agit, par exemple, d'étudier le système d'influence entre proches⁴ – ou plus impromptu, la dimension collective de l'entretien étant alors le résultat non prévu de la dynamique de terrain⁵.

1. Sophie Duchesne, Florence Haegel, *L'entretien collectif*, Paris, Armand Colin, 2004 (128. Sociologie).

2. Cette journée d'études, intitulée « *Focus groups*, entretiens collectifs : état des lieux », a été organisée dans le cadre du groupe MOD (Méthodes, observations et données) de l'Association française de science politique et s'est tenue le 8 avril 2009 à Sciences Po Paris.

3. Lors de cette journée, François Backman et Olivier Rozenberg avaient comparé la pratique des entretiens collectifs par les instituts commerciaux et par la recherche en science sociale ; Gérald Gaglio et Catherine Grandclément avaient exposé l'état des études par *focus groups* en *marketing*. Par ailleurs, d'autres interventions ne sont pas reproduites ici : Maxime Vanhoenacker avait traité de l'usage de l'entretien collectif dans un terrain ethnographique à propos de la citoyenneté ; l'intervention de Sophie Duchesne portait sur l'enquête dont nous rendons compte. La conclusion de la journée d'études avait été réalisée par Rosaline Barbour, spécialiste britannique des *focus groups*. Pierre Lefébure et Mathieu Brugidou ont discuté l'ensemble des interventions.

4. Céline Braconnier, « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, à paraître.

5. Par exemple, le recours aux EC par Maxime Vanhoenacker procède de la dynamique de son terrain consacré aux Éclaireurs de France : la dimension parfois artificielle et asymétrique des entretiens individuels l'a poussé à expérimenter

La situation a donc sensiblement changé. Reconnus en psychologie sociale¹, les EC ont longtemps été écartés de la panoplie des méthodes canoniques en science politique, voire même en sociologie françaises. Ce constat doit cependant être nuancé puisqu'il existe une exception notable, celle de la sociologie « tourainienne » qui, sous le label « d'intervention sociologique », pratique depuis longtemps, sous une forme spécifique, ce que l'on peut appeler des EC. Cette exception notable justifiait pleinement qu'un des articles de ce dossier soit consacré à une réflexion sur les attendus, les savoir-faire et les transformations de « l'intervention sociologique », dont la finalité, désormais essentiellement analytique, la rapproche de certains usages des EC qui retiennent un principe de réciprocité et d'intervention contrôlée de la part des chercheurs (voir ainsi l'article de O. Cousin et S. Rui). Pour le reste, ce dossier prend appui sur des recherches en science politique qui ont récemment relancé l'usage des EC, sans prétendre à la parfaite représentativité de l'éventail des manières de faire².

Cette introduction se donne pour objectif de faire ressortir deux principales interrogations que l'on peut tirer d'un bilan de ces récents usages. Nous interrogerons d'abord la forte plasticité de cette technique, celle-ci renvoyant, pour partie, à sa genèse et à son mode de diffusion, puis évoquerons le décalage entre les usages de la science politique française et ceux – largement plus nombreux – des sciences sociales de langue anglaise. Militant pour la réflexivité méthodologique, nous ébaucherons ensuite un autre type de comparaison, comparaison interne entre les différentes façons de mettre en œuvre les EC, comparaison externe entre les EC et les autres techniques disponibles. En somme, le principal objectif de ce dossier est de faire progresser le débat méthodologique, en donnant la possibilité d'évaluer sur pièce les avantages comparatifs des EC, tels qu'ils sont concrètement mis en œuvre par certains chercheurs.

Plasticité et diversité des usages

Caractériser la manière dont sont utilisés les EC n'est pas une tâche aisée, en raison principalement de la forte plasticité de l'outil. Un lecteur non familier de la méthode sera probablement désorienté par l'éventail des manières de faire en matière de recrutement (choix de réunir des groupes d'interconnaissance ou de rassembler des personnes ne se connaissant pas), d'animation (animation très souple, peu interventionniste, ou confrontation des participants à des *stimuli* et à des activités de classement, des jeux de rôle, etc.), sans parler des différents choix d'analyse (codification ou non, analyse exhaustive ou focalisation sur des séquences que certaines spécialistes appellent les « moments sensibles »³, quantification ou analyse strictement interprétative, etc.). Si l'on peut s'accorder sur le fait

des EC avec des responsables de l'encadrement des jeunes. Le recours aux EC par Céline Braconnier lui a également été imposé par le « terrain », par certains individus qui ne se déplacent qu'en groupe dans la cité qu'elle a étudiée.

1. Sans rappeler ici la diversité des usages des entretiens collectifs en psychologie sociale, on peut simplement noter que les sociopsychologues spécialistes de l'étude des représentations sociales ont fortement investi cette technique. Pour un exemple récent, voir le dossier « Les groupes centrés », *Bulletin de psychologie*, 57 (3), 2004.
2. Pour d'autres exemples, voir notamment Richard Balme, Jean-Louis Marie, Olivier Rozenberg, « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2002, p. 433-461 ; Alfredo Joignant, « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, 57 (6), décembre 2007, p. 799-817 ; Daniel Gaxie, Nicolas Hubé, Marine de Lassale, Jay Rowell (dir.), *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2010 ; C. Braconnier, « À plusieurs voix... », art. cité.
3. Jenny Kitzinger, Clare Farquhar, « The Analytical Potential of "Sensitive Moments" in Focus Group Discussions », dans Rosaline Barbour, Jenny Kitzinger (eds), *Developing Focus Group Research. Politics, Theory and Practice*, Londres, Sage, 1999, p. 156-172.

que le plus petit dénominateur commun des EC est qu'ils produisent des données discursives dans un cadre collectif, il faut reconnaître que la façon dont est mise à profit cette caractéristique varie grandement selon les cas de figure. Certaines recherches mettent ainsi au centre de l'analyse les interactions, alors que d'autres s'intéressent surtout à ce qu'elles ont produit et laissent davantage de côté les mécanismes de production. Par ailleurs, certains travaux recherchent une « naturalité » maximale, tandis que d'autres assument leur dimension expérimentale.

Cette plasticité tient principalement à la genèse de l'outil et à la diffusion qui en a découlé. Nous n'insisterons pas ici sur l'histoire de l'émergence de ce qui est couramment désigné par le label de *focus groups* dans les sciences sociales de langue anglaise : celle-ci est maintenant assez bien connue et documentée¹. Leurs deux illustres parrains (Merton et secondairement Lazarsfeld) ont porté cette technique sur les fronts baptismaux dans le cadre d'une recherche appliquée. La plasticité des EC doit probablement beaucoup à cette histoire, au fait que leurs usages ont initialement été marqués par des objectifs tournés vers la production de résultats rapidement établis et facilement communicables, et qu'une partie de leurs usagers demeurent positionnés dans un entre-deux, entre le secteur des études et celui de la recherche. Un des symptômes les plus évidents de cette forte plasticité peut être trouvé dans l'absence d'appellation contrôlée² : entre les termes *focus groups* parfois traduits en français par l'expression « groupes centrés » ou « groupes focalisés », « entretiens » ou « discussions de groupe », « entretiens collectifs », « groupes de discussion », quelle appellation privilégier ? Derrière le flou linguistique réside un véritable flou conceptuel ; si la concurrence des termes témoigne en soi de la faible standardisation de l'outil, on peut tout de même dégager certaines lignes de différenciation. En langue anglaise, le terme de *focus groups* a, à peu près, gagné la bataille de la dénomination. Pour notre part, nous considérons que le terme d'« entretien collectif » constitue l'appellation générique la plus englobante et la plus pertinente. Elle inclut des entretiens qui mettent en jeu des groupes d'interconnaissance à qui on peut réserver le nom « d'entretiens de groupe » ou de « groupes de discussion »³, mais aussi des entretiens rassemblant des participants qui ne se connaissaient pas au préalable⁴ ; elle englobe également des entretiens « *focused* », par exemple centrés sur des scénarios⁵, et qui peuvent donc être désignés comme des *focus group* plus ou moins directifs.

Sans augurer des dynamiques qui pourront à l'avenir marquer leur usage, il apparaît que la science politique française a, pour le moment, principalement eu recours aux EC dans une perspective d'analyse de la discussion et des formes argumentatives qu'elle produit. Schématiquement, le renouvellement d'intérêt pour la discussion politique procède de deux mouvements *a priori* déconnectés. Le premier réinvestit l'analyse des influences personnelles dans

1. S. Duchesne, F. Haegel, *Les entretiens collectifs, op. cit.*, p. 9-11 ; voir également dans ce dossier les commentaires de Pierre Lefébure.

2. Pour une typologie des EC, voir Andrea Fontana, James H. Frey, « The Group Interview in Social Research », *Social Science Journal*, 28, 1991, p. 175-187. Pour un aperçu de la variabilité des appellations, voir Colette Barribeau, Mélanie Germain, « L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques », *Recherches qualitatives*, 29 (1), 2010, p. 28-49. Voir également l'ensemble du dossier « Entretiens de groupe : concepts, usages et ancrages », *Recherches qualitatives*, 29 (1), 2010.

3. C'est le cas des entretiens qu'analysent P. Lefébure et J.-B. Comby dans ce dossier.

4. C'est le cas des entretiens sur lesquels ont travaillé J.-M. Lecrique, P. Lascoumes et Ph. Bezes, ou de ceux qui servent de base à l'étude collective dont nous rendons compte.

5. Voir l'article de J.-M. Lecrique, P. Lascoumes et Ph. Bezes. À l'inverse, J.-B. Comby insiste sur le caractère peu directif de l'animation qu'il a mise en œuvre.

le sillage de Lazarsfeld¹, tandis que le second s'inscrit dans le débat sur la délibération publique et, en particulier, sur la délibération dite de « masse » ou « ordinaire », qui soulève des interrogations telles que : Comment se construisent collectivement des opinions ? Par quels mécanismes la discussion fait-elle émerger des raisonnements, justifications, argumentations sur un problème public ? Que devient la délibération quand elle échappe aux dispositifs qui lui sont institutionnellement dédiés ?

Dans les sciences sociales anglophones, les récentes réflexions portant sur l'analyse de la discussion politique sont alimentées à la fois par des travaux s'appuyant sur des enquêtes quantitatives² enregistrant des auto-évaluations des pratiques de discussion et par des recherches ethnographiques fondées sur l'observation de conversations dans des lieux publics, par exemple dans des commerces de proximité propices au développement de formes routinières de sociabilité³. Peu de recherches sont venues, par contraste, compléter les quelques travaux précurseurs⁴ mobilisant les EC pour étudier, en tant que telle, la discussion politique⁵. En France, on ne dispose pas des mêmes grandes enquêtes quantitatives sur les pratiques discursives⁶, l'analyse ethnographique systématique des conversations ordinaires est encore rare ; les réflexions sur les discussions politiques « ordinaires » s'appuient, de fait, souvent sur des EC.

La comparaison asymétrique entre des usages anglophones foisonnants et des usages français par contraste encore très réduits conduit donc à souligner une forme de décalage. Une partie du succès des *focus groups* dans les sciences sociales anglophones tient, en réalité, au fait qu'ils ont été promus par des chercheuses féministes, des spécialistes de sociologie de la santé ou des comportements sexuels, des experts du « care », au motif qu'ils constituaient un outil particulièrement adapté à l'étude de groupes dominés, minoritaires, marginaux ou déviants. Grâce à cette technique, l'effet de domination se trouverait fortement réduit quand on passe d'un face-à-face individualisant entre l'enquêteur et l'enquêté à un dispositif permettant l'expression d'un « collectif » tendanciellement autonomisé par rapport à l'enquêteur. Autrement dit, l'EC permettrait une forme de transfert de pouvoir, le groupe prenant la main

1. Dans le contexte français, cette « redécouverte » de Lazarsfeld est marquée par la récente traduction de Elihu Katz, Paul L. Lazarsfeld, *Influence personnelle : ce que les gens font des médias*, Paris, Armand Colin, 2008 (1^{re} éd. américaine, 1955) ; voir également Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010, et Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, LGDJ-Lextenso Éditions, 2010.

2. Voir, par exemple : Robert Huckfeldt, Paul Johnson, John Sprague, *Political Disagreement. The Survivals of Diverse Opinions with Communication Network*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 ; Diana Mutz, *Hearing the Other Side. Deliberative versus Participatory Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; Lawrence R. Jacobs, Fay Lomax Cook, Michael X. Delli Carpini, *Talking Together. Public Deliberation and Political Participation in America*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009.

3. Par exemple, Katherine Cramer Walsh (*Talking about Politics*, Chicago, Chicago Press, 2004) a observé un groupe de retraités se réunissant dans un *coffee shop* ; Melissa Harris-Lacwell (*Barbershops, Bibles and BET. Everyday Talk and Black Political Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2004) a observé des membres de la communauté noire américaine chez le barbier.

4. Au premier rang duquel se trouve William A. Gamson, *Talking Politics*, New York, Cambridge University Press, 1992.

5. Parmi les publications récentes, on peut toutefois signaler Andrew J. Perrin, *Citizen Speak. The Democratic Imagination in American Life*, Chicago, The University of Chicago Press, 2006. L'auteur a organisé vingt EC rassemblant des adhérents de différents types d'organisation (églises, syndicats, chambres de commerce, organisations sportives), afin d'étudier les discussions politiques dans différentes micro-cultures et d'évaluer ce qu'il appelle le « potentiel imaginaire ».

6. On trouve, en revanche, des travaux sur la discussion en ligne, dans *Réseaux* notamment (par exemple dans le dossier « Parler politique en ligne », *Réseaux*, 150, 2008).

face à un intervieweur qui deviendrait un simple animateur (ou selon les termes anglais, un « *facilitator* » ou « *moderator* »).

Les premiers usages des entretiens de groupe dans la science politique française ne s'inscrivent pas véritablement dans cette perspective, dans la mesure où ils n'exploitent pas vraiment – ou du moins pas explicitement et systématiquement – cette potentialité de la technique pour étudier des groupes supposés plus démunis à l'égard du politique. Par exemple, la technique n'a pas encore été spécifiquement valorisée pour étudier la politisation des femmes, des catégories populaires, des immigrés, des jeunes, etc. – si on excepte peut-être les usages de « l'intervention sociologique ». La recherche collective à laquelle nous avons contribué et qui sert de fondement à notre article dans ce dossier était toutefois partie de la volonté de prendre en compte des catégories (dans notre cas, des personnes d'origine populaire et de statuts précaires, souvent marquées par des trajectoires migratoires) qui, par manque de ressources sociales, se trouvaient *a priori* distantes du politique. L'analyse que nous en avons faite nous conduit à avancer l'idée que l'EC, sous certaines précautions¹, est peut-être un dispositif autant, voire mieux adapté à ce type de population que ne le sont d'autres techniques, au sens où il facilite des prises de position que la réponse à un questionnaire ou la participation à un entretien individuel permettent plus difficilement de saisir. Il n'en reste pas moins vrai que les chercheurs français travaillant sur le politique « ordinaire » ou « populaire », sur la politisation des groupes dominés, marginaux ou minoritaires sont souvent sceptiques face aux apports des EC. Or, il nous semble que les critiques qui sont adressées à l'EC nécessitent d'être discutées sur la base d'une mise à l'épreuve empirique, par une ouverture des « cuisines » de la recherche.

Plaidoyer pour une réflexivité méthodologique

La réflexivité méthodologique reste un exercice difficile, parfois périlleux et pas toujours rentable. Il est, en effet, toujours risqué pour un chercheur d'exposer publiquement ses interrogations, sans parler de ses doutes, à propos de l'impact des dispositifs méthodologiques qu'il met en œuvre sur les données produites². Ce dossier n'ambitionne pas de régler l'ensemble des débats qui agitent la petite communauté des utilisateurs et des connaisseurs de l'EC, mais il voudrait contribuer à démêler les fils de ce qu'ils ont en commun et de ce qui les oppose.

Les utilisateurs d'entretiens collectifs n'analysent, à l'évidence, pas tous la même chose : certains s'intéressent aux « raisonnements » (P. Lefebvre), aux « jugements » et aux « réperatoires argumentatifs » sur lesquels ils se fondent (J.-M. Lecrique, P. Lascoumes et Ph. Bezes) ; d'autres parlent de « schèmes » (J.-B. Comby) pour insister sur l'ancrage social et la stabilité, voire la transférabilité des manières de concevoir un problème ; d'autres encore – dont nous sommes – se centrent sur les prises de position, l'EC étant alors utilisé comme un dispositif permettant d'évaluer l'intensité des opinions. Les utilisateurs s'accordent cependant sur le fait que le bénéfice des EC est de réinscrire le rapport au politique dans un cadre semi-public en réencastrant l'individu dans des collectifs, permettant ainsi de porter l'attention sur les influences sociales³ qui sont au fondement des mécanismes par lesquels les citoyens se situent

1. En particulier, en matière de recrutement afin de constituer des groupes socialement homogènes.

2. El Hadj Touré, « Réflexion épistémologique sur l'usage des *focus groups* : fondements scientifiques et problèmes de scientificité », *Recherches qualitatives*, 29 (1), 2010, p. 5-27.

3. Sur ce point, voir Jenny Kitzinger, « Le sable dans l'huître : analyser des discussions de *focus group* », *Bulletin de psychologie*, 57 (3), 2004, p. 299-307.

vis-à-vis de l'ordre politique. L'EC apparaît ainsi comme un outil ajusté pour étudier la co-construction, la révélation, l'explicitation ou encore la justification de propos tenus dans un cadre collectif. Les entretiens individuels et les questionnaires ont, en effet, été parfois critiqués au motif qu'ils engageraient une vision individualisante, voire psychologisante des manifestations du rapport au politique. De fait, un avantage des entretiens collectifs par rapport aux autres techniques est, d'abord, de rendre visibles – et analysables – les pressions sociales. À la différence des déclarations individuelles dans un questionnaire ou dans un entretien individuel, les EC saisissent en actes, et non pas reconstruites et réévaluées, les pratiques de discussion. À la différence, cette fois, des observations ethnographiques, ils permettent d'aller au-delà du recueil de traces par l'effet loupe qu'ils permettent d'établir et qui s'avère particulièrement utile face aux difficultés que rencontre toute « ethnographie de la citoyenneté »¹. En effet, si l'on en croit les enquêtes quantitatives, les citoyens (en l'occurrence, les Américains puisque ces enquêtes ont été faites aux États-Unis) discutent bien de problèmes publics, mais ces discussions interviennent, en général, dans des réseaux politiquement homogènes qui réassurent leurs opinions. Il existe pourtant de réseaux où les individus sont confrontés à des gens qui ne pensent pas comme eux, mais ceux-ci mettent en jeu des « liens faibles »², unissant des collègues de travail ou de simples connaissances (des amis d'amis)³. Or, trouver et observer les lieux et les milieux au sein desquels les désaccords politiques s'expriment n'est pas chose aisée, et l'on est souvent contraint d'avoir recours à des formes d'expérimentation à la fois dans les modes de recrutement (rassembler des gens dotés de liens faibles ou qui ne se connaissent pas) et dans les manières d'animer (introduire des *stimuli* politiques, valoriser le désaccord, etc.).

Parmi les points les plus débattus par les usagers des EC, on trouve la question des avantages comparatifs des EC rassemblant des groupes d'interconnaissance par rapport à ceux qui réunissent des personnes ne se connaissant pas⁴. La question du rôle (dés)inhibant de l'interconnaissance sur ce qui peut être dit en groupe, en termes d'exposition de soi, d'idées hétérodoxes ou d'expériences personnelles déviantes ou stigmatisées, notamment pour des sujets sensibles ou controversés, est au cœur de ce débat. Il semble que l'espace de ce qu'il est bienvenu, important ou risqué, voire impossible de dire, varie, de manière complexe⁵, en fonction de plusieurs paramètres comme la qualité des sociabilités, le degré de familiarité entre enquêtés, le degré d'homogénéité de leurs statuts sociaux et bien sûr du thème de la conversation⁶, mais encore sans doute d'autres éléments contextuels, comme le lieu de la conversation par exemple. La question du degré de réalisme des dynamiques de discussion ainsi reconstituées est bien évidemment également soulevée. Les configurations fondées sur des liens d'interconnaissance ont à leur actif de mettre en jeu des liens existants. Il n'en demeure pas moins vrai que l'interconnaissance conduit souvent les enquêtés à rester dans le domaine de l'implicite et que, dès lors, beaucoup de choses échappent à l'enquêteur qui manque ainsi d'éléments pour les interpréter. Schématiquement, s'ils visent une forme de naturalité, ces dispositifs ne s'inscrivent pourtant pas dans une perspective véritablement

1. Nicolas Mariot, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, 92, 2010, p. 167-194.

2. Mark S. Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), 1973, p. 1360-1380.

3. D. Mutz, *Hearing the Other Side...*, *op. cit.*, p. 28.

4. Voir l'article de P. Lefébure et celui de J.-B. Comby.

5. Sur ce point, voir Jocelyn Hollander, « The Social Context of Focus Groups », *Journal of Contemporary Ethnography*, 33 (5), 2004, p. 602-637.

6. J.-M. Lecrique, P. Lascoumes, Ph. Bezes constatent que les discussions entre anonymes sur la corruption peuvent faciliter, à l'occasion, la révélation de pratiques déviantes.

ethnographique qui supposerait une observation de longue durée et permettrait, seule, de donner sens aux discours ponctuellement recueillis. Les configurations rassemblant des personnes qui ne se connaissent pas doivent, elles, être particulièrement attentives au recrutement (mettre ensemble des personnes qui font partie des mêmes milieux sociaux et dont les relations sont possibles et plausibles¹). Mais surtout, elles doivent placer au centre de l'analyse la question des effets du dispositif qu'elles ont créés et s'intéresser aux processus par lesquels les personnes rassemblées tentent de se construire un monde commun, condition nécessaire pour qu'ils discutent ensemble.

Au-delà, ces considérations convergent vers la traditionnelle question : existe-t-il une « vérité » qui définirait les enquêtés et qu'un dispositif d'enquête serait mieux à même de saisir que les autres ? Les rares chercheurs utilisant les EC à l'avoir abordée conseillent de dépasser l'idée qu'il existe « en soi » une « vérité méthodologique »². Il semble plus profitable de s'intéresser, selon une perspective pragmatique, à la manière dont les gens justifient leurs propos selon la situation. Différents types de discours peuvent ainsi être exprimés dans des arènes privées ou publiques, sans qu'il y ait forcément contradiction, sans non plus que le niveau de l'« intime » ou du « proche » puisse être objectivement doté d'une valeur explicative supérieure. L'intérêt réside peut-être davantage dans l'étude des passages de l'un à l'autre, sans tenir *a priori* l'un plus vrai que l'autre.

S'agissant de l'évaluation des différentes techniques d'enquête, on ne dispose encore que de peu de comparaison systématique. La comparaison entre enquête par sondage et EC se fait généralement à un niveau agrégé. Par exemple, dans ce dossier, le dispositif mis en place par J.-M. Lecrique, P. Lascoumes et Ph. Bezes permet de comparer les jugements sur la probité publique enregistrés par sondage et élaborés dans une discussion collective. Si, globalement, la structure des jugements reste la même, la discussion enclenche un effet modérateur lié à l'expression de formes d'ambivalence. Pour notre part, nous avons entrepris de comparer les réponses à un questionnaire et les interventions dans les discussions, au niveau agrégé et individuel. Nos conclusions indiquent que les EC permettent de dépasser l'imposition de signification induite par la standardisation et le cadrage des réponses aux questionnaires, et d'observer l'ambivalence constitutive des opinions ou des prises de position lorsque les individus sont amenés à s'exprimer dans un cadre semi-public. Il nous semble alors utile de concentrer l'énergie sur ce que peut permettre d'étudier l'EC : la force ou la fragilité, la stabilité ou la variabilité, l'ambivalence ou la clarté de ce qui est dit, les éléments communs ou les désaccords variant selon les situations et les dispositifs. Ce faisant, nous espérons aussi que ce dossier permettra de donner des pistes à ceux qui sont intéressés par l'outil afin de leur permettre de déterminer quelle combinaison méthodologique et quelle forme d'EC seront les plus appropriées à leurs stratégies de recherche.

1. Les EC apparaissent particulièrement sensibles à l'impact de la présence d'un individu relativement atypique par rapport à la composition moyenne du groupe : voir Guillaume Garcia, Virginie Van Ingelgom, « Étudier les rapports des citoyens à l'Europe à partir d'entretiens collectifs. Une illustration des problèmes de la comparaison internationale en méthodologie qualitative », *Revue internationale de politique comparée*, 17 (1), 2010, p. 131-163.

2. Quelques auteurs ont spécifiquement interrogé les impressions *a posteriori* de participants à des EC, à propos de la discussion, voir Jill D. Swenson, William F. Griswold, Pamela B. Kleiber, « Focus Groups : Method of Inquiry/ Intervention », *Small group research*, 23 (4), 1992, p. 459-474 ; J. Hollander, « The Social Context of Focus Groups », art. cité.